

Intitulé de l'épreuve : Japonais - Traduction

Nombre de copies :

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

[Édito] Il faut rapidement résoudre les problématiques qui s'accumulent concernant l'avenir des musées

Asahi 13 mai 2022

Au cours de cette première Golden Week (série de jours fériés consacrés au Japon) sans restrictions depuis un certain temps, les gens n'ont-ils pas été nombreux à se rendre dans les musées, zoos ou encore aquariums, entre autres ?

Pour la première fois en presque 70 ans, la loi relative aux musées a subi une révision de grande ampleur au Parlement. Compte tenu de la diversification et de la spécialisation croissantes des fonctions que l'on demande aux musées de remplir, le but de cette révision est d'adapter la gestion de ces établissements à ces évolutions.

Si pratiquement tous les partis et factions du Parlement

N°  
... / ...

ont approuvé la proposition de révision du gouvernement, les nombreuses demandes supplémentaires ajoutées par les résolutions additionnelles ont eu pour effet de souligner fortement à quel point la situation actuelle est caractérisée par une accumulation de problématiques.

L'un des piliers de la révision de la loi est la révision du système d'enregistrement des musées.

Il y avait environ 5900 établissements collectant et exposant des documents historiques, artistiques, scientifiques, relatifs aux traditions populaires au encore, etc autres, à l'industrie. Toutefois, moins de 20% sont enregistrées auprès des collectivités.

D'après la loi actuellement en vigueur, les demandes d'enregistrement sont limitées aux collectivités territoriales au encore aux fondations reconnues d'utilité publiques, mais une fois que la loi révisée sera entrée en application, les établissements pilotés par des universités au encore des entreprises seront également concernés.

Sur la base de l'avis d'experts, la commission de l'éducation a examiné le système de collecte des ressources

d'exposition et de recherche. Les établissements seront soumis à une obligation de rendre compte périodiquement de leur gestion.

S'inscrire présentera des avantages, comme par exemple un traitement fiscal favorable, mais est-ce que cela ne sera-t-il pas compensé par l'apparition de nouvelles charges pour les musées? Pour éviter l'enregistrement des établissements et en faire un patrimoine populaire commun, quelles politiques d'aide sont nécessaires? L'Agence des affaires culturelles doit évaluer la voix des acteurs impliqués et approfondir ses réflexions.

Il est extrêmement regrettable qu'à l'occasion de cette révision de la loi, la révision du système des conservateurs de musée, qui est le pilier sur lequel reposent les musées, ait été repoussée et considérée comme une "problématique de long terme".

Parmi les conservateurs, nombre sont ceux qui occupent des emplois à durée déterminée, avec un statut précaire et une rémunération faible. En raison de personnels et de forces insuffisantes il n'est pas possible de garantir suffisamment d'opportunités de

stage permettant d'approfondir leurs connaissances. Ces problèmes sont

Il est souhaitable que

entraînés et connus de longue date. Le gouvernement et les collectivités territoriales ~~doivent~~ reconnaître qu'il s'agit d'une "problématique pressante", et prennent des mesures pour améliorer la situation.

Dans la loi révisée, une disposition a été insérée et mise à ~~reformer~~ promouvoir le "tourisme culturel" comme nouvelle fonction des musées afin de contribuer à l'amélioration du dynamisme des régions. Le fait de prendre en main des problématiques sociales au cœur régionales est une tendance menaçante, qui avait par exemple été discutée lors de la Conférence internationale des musées, qui s'est tenue à Tokyo il y a 3 ans.

Cela dit, il ne faut pas oublier qu'au final, la principale mission des musées demeure la collecte et la conservation de <sup>seule ment</sup> ressources au cœur la recherche. On ne peut pas évaluer les musées à travers des mesures simples comme les chiffres de fréquentation, et l'administration doit respecter l'indépendance des musées vis-à-vis de leurs activités; il faut donc strictement se garder de toute intervention inappropriée.

On a parfois tendance à considérer les musées comme des "lieux pour protéger ce que nous ont légué nos ancêtres", mais depuis les dernières années, la place qu'on leur donne évolue vers des "lieux où l'on réfléchit à l'état présent et futur de la société, en prenant comme point de départ le passé". Il est souhaitable d'augmenter le nombre d'établissements ambilioux, permettant à encore plus de citoyens de faire l'expérience de ces ~~nouveaux~~ larges rôles et possibilités. ~~des musées.~~

Intitulé de l'épreuve :

Japonais-Composition

Nombre de copies :

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

フランスと日本はあらゆる方面で関係を強めているのは明白である。安全保障面でも、近年意義の大きい進展があった。それは、どうしてだろうか。三つの理由を言論じていく。

第一に、日仏関係は、安全保障面での協力が一番強化の余地があると考えられる。例えば、経済・貿易の分野では日本とフランスが既に「JEFTA」を通じ自由貿易協力を結んでいて、深い関係を持っている。文化面でも、ハロワで開かれた「Japonismes」などの行事が相次ぎ、文化的な交流が緊密である。その割に、安保や防衛の方面では、フランスと日本は正式に同盟を結んでおらず、安保においては改善や強化の余地が大きい。したがって、安保・防衛での協力の多様化は妥当である。

第二に、日本とフランスは価値観を共有し、利害はある程度まで一致している。共通の優先課題の中で、民主主義、

N°

... / ...

法の支配、人権の擁護 として国際秩序の維持が挙げられる。こうした共通の世界観は日仏関係の土台であり、相互信頼に寄与する。結果的には、フランスと日本は連携が強化される。例えば、昨年フランスは海軍の艦艇を日本に派遣し、日本の海上自衛隊と共同の軍事訓練を行った。その動向は続くだろう。

第三に、日仏関係の強化は、世界情勢、特にアジア地域情勢に迫られてきた。国際法や人権を無視する大国が国際秩序を破壊しようとしている中、普遍的価値を堅持する民主主義国の結束が不可欠である。中国は、中台統一を最大の任務と位置づけているが、武力統一を決して排除していない。台湾有事が起きれば、隣国である日本だけでなく、フランスを含め世界全体が打撃を受けるに違いない。なぜなら、フランスも日本も、産業に欠かせない半導体を台湾に依存している。だから、民主主義や人権の順守を促進するだけでなく、共通の亡国の国益を守るために、日本とフランスはニカ国でかつ NATO の枠組で、安全保障における協力の強化を続け

てほしい。

このように、日本とフランスは正式に同盟国ではないが、近年努力を重ね、安全保障面での協力を強めてきた。

約 800 字

N°

... / ...

